

# L'Europe au cœur de la nouvelle phase de la grande crise

**Joachim Bischoff**

*Économiste, journaliste, conseiller de Hambourg*

**Bernhard Müller**

*Sociologue et éditeur du mensuel Sozialismus à Hambourg*

« Nous traversons la crise la plus grave de l'UE. Nous ne pouvons en sortir qu'à condition que les gouvernements des États membres et les institutions européennes agissent de façon déterminée. Les pays de la zone euro ne redeviendront crédibles que s'ils s'unissent plus étroitement et s'en tiennent enfin aux règles de manière disciplinée. À court terme, nous avons déjà fait des choses et par exemple instauré des règles nettement plus strictes du pacte de stabilité. Maintenant nous devons rendre opérationnel le fonds européen de stabilité financière (EFSF). Nous devons ensuite activer le mécanisme européen de stabilité (ESM). Dans un troisième temps, nous devrions nous attacher à définir un plan pour une politique économique mieux coordonnée dont nous avons besoin pour stabiliser durablement la zone euro et l'Europe dans son ensemble. »<sup>1</sup> Il ne s'agit pas ici seulement de la position du président de la Commission européenne, Barroso, mais de celle de la grande majorité des dirigeants politiques de la zone euro et de l'UE

Les États-Unis et la Chine ont franchi le pas et mettent ouvertement la pression sur l'Europe. La politique européenne devrait combattre la crise de la dette de manière plus déterminée et plus rapide. Pour le président des États-Unis Obama, les mesures anticrises n'auraient pas été prises assez rapidement par les décideurs européens. L'Europe ne se serait jamais remise entièrement de la crise financière de 2007. La crise des dettes aurait traversé l'atlantique et menacerait maintenant l'économie des États-Unis. Les décisions ne pourraient pas être retardées davantage sous peine de voir la crise encore aggravée.

Examinons donc les causes de la crise et les solutions proposées.

## Causes de la grande crise du **xxi<sup>e</sup>** siècle

À partir du marché immobilier des États-Unis, la bulle du crédit, gonflée depuis des années, a explosé à la mi-2007 dans des pays capitalistes importants. Le brutal processus de perte de la valeur d'une grande partie du capital fictif a renforcé en retour la suraccumulation chronique qui était depuis longtemps sous-jacente à l'expansion du crédit<sup>2</sup>. Par moments, le processus de crise dans les métropoles a menacé d'échapper à tout contrôle. Pour la première fois depuis la crise économique mondiale des années 1930, les richesses produites dans le monde (le PIB mondial) ont baissé. La simultanéité des récessions dans les pays capitalistes hautement développés désigne cette crise du siècle comme la première crise globale de «l'ère de la mondialisation».

Même si la crise a d'abord éclaté aux États-Unis et qu'en 2007/2008 les élites politiques et économiques pensaient que l'Europe serait à peine touchée par une bulle spéculative propre à ce pays, il s'est avéré rapidement que les pays de l'UE étaient au centre du processus de crise et que la récession y était nettement plus forte.

Du fait de la crise, le paysage social a profondément changé. En moins de deux ans, le chômage a augmenté de 50 à 80% dans la plupart des pays. Ce qui a créé un nouveau socle pour le chômage de masse. Une des conséquences en est une pression accrue sur les salaires. Il faut y ajouter, comme le montre l'expérience des dernières décennies, une accélération du cercle infernal fait de chômage de masse croissant, de précarisation plus forte des relations de travail et de démantèlement des dimensions du modèle social européen non encore démontées et privatisées.

Les facteurs responsables de la crise de la dette sont :

- des dépenses massives pour soutenir les secteurs de la banque et de la finance ainsi que pour des actions conjoncturelles ; en fait, il n'y a pas eu de politique de re-régulation et de redimensionnement du secteur financier ;
- des baisses d'impôts pour les ménages aisés, qui avaient déjà poussé durant les dernières décennies aux déséquilibres dans la répartition des richesses et dont la position a été renforcée ces dernières années par la grande crise ;
- des dépenses de guerre massives pour de nombreuses interventions militaires ;
- l'endettement massif des ménages, qui selon les rares données disponibles a atteint des niveaux records ;
- des charges considérables pour les caisses de retraite et de sécurité sociale, elles-mêmes conséquences de la précarisation croissante et de la destruction de l'économie politique du salariat.

Les réponses à la crise économique et sociale en Europe<sup>3</sup> se réduisent en grande partie à des plans d'urgence à court terme pour les pays de la périphérie

rie les plus atteints et, par ailleurs et de façon plutôt cosmétique/symbolique, à des opérations de réforme du secteur des banques et des marchés financiers. Les proclamations selon lesquelles il fallait réguler strictement les marchés financiers et les réorienter vers les besoins de l'économie réelle n'ont pas eu de suite, une fois le choc immédiat de la crise passé. Au lieu de cela, on ne jure à nouveau que par la vieille stratégie de la compétitivité et le pacte de stabilité et de croissance. Un *New Deal* européen pour surmonter la crise n'a jamais été mis en débat.

Le caractère de « projet des élites » de l'UE est mis en évidence par la grande crise économique mondiale. Nous assistons au choc en retour du fait que « la politique européenne [...] au moment décisif du processus d'unification n'a jamais été menée de façon aussi ouvertement élitiste et bureaucratique »<sup>4</sup> qu'à travers un projet de constitution bâclé et façonné par le néolibéralisme. Dès l'origine, le processus constitutionnel ne s'est pas appuyé sur une politique visant l'intégration politique et sociale. Des déficits démocratiques massifs ont été inscrits dans le marbre, la militarisation de la politique extérieure a été encouragée. La crise économique mondiale a mis en évidence l'absence de perspective de la politique néolibérale de dérégulation, de l'extension du marché et de la privatisation de piliers essentiels du modèle social européen. Le char européen est dans une profonde crise de légitimité.

Même après l'accord de l'Allemagne à un plan élargi de sauvetage de l'euro, le gouvernement fédéral continue à plaider pour la poursuite de la politique européenne néolibérale dans l'esprit du projet des élites. Il demande des mesures plus énergiques contre les pays qui transgressent les règles budgétaires de l'UE. Les aides financières devront être davantage encore liées à des politiques d'assainissement problématiques. Le chemin devrait conduire « d'une Union de l'endettement à une Union de la stabilité ». La rhétorique politique devient de plus en plus mensongère : les élites néolibérales prétendent que l'objectif commun serait de faire en sorte que « l'Europe sorte de la crise mieux » qu'elle n'y est entrée. Dans les faits, le fardeau de la crise sera mis encore plus à la charge de la majorité de la population. Une des conditions pour surmonter la crise serait de donner de nouvelles compétences à l'UE. Le ministre des Affaires étrangères Westerwelle demande par conséquent que « les États qui, à l'avenir, feront appel à la solidarité du parapluie européen doivent s'engager à accorder aux instances européennes le droit d'intervenir dans les décisions budgétaires au plan national ». L'objectif devrait être une « Union européenne de la stabilité ». « Nous devons continuer à renforcer le Pacte de stabilité en allant vers des sanctions automatiques ». Idéalement, cela devrait se faire à travers une « révision des traités européens ».

Quatre ans après le déclenchement de la crise, on ne voit toujours pas la sortie, même avec des hypothèses optimistes. Les prévisions optimistes d'une croissance ininterrompue de 2% jusqu'en 2015 dans l'espace européen sont

basées sur l'hypothèse d'une conjoncture favorable aux exportations, qui laisse espérer une croissance des investissements à un rythme de 3-4% par an en présence d'une consommation des ménages restant significativement en retrait par rapport au PIB. Le chômage ne reculerait par conséquent que lentement, ce qui en retour contribuerait à une précarisation continue des conditions de travail. L'endettement cumulé des États continuera à représenter largement plus de 80% du PIB, malgré des politiques d'économies massives—le déficit public annuel devrait baisser de 6% en 2010 à 1,5% en 2015. L'intégration européenne bute sur les limites systémiques du capitalisme financiarisé.

### La chute de la périphérie

La Grèce a été le premier pays européen montrant dès le début de 2010 des signes clairs d'une insolvabilité des banques et de l'État. Preuve en fut l'impossibilité grandissante de refinancer la dette publique arrivée à échéance sur les marchés financiers internationaux. Une aide à hauteur de 110 milliards d'euros des pays de l'euro et du FMI a permis de libérer temporairement la Grèce de l'emprise des marchés financiers, comme ce fut le cas un peu après pour l'Irlande et le Portugal. Mais, entre-temps, l'Espagne et l'Italie se sont rapprochées aussi des limites de leur capacité de remboursement.

Mais les Grecs n'ont-ils pas eux-mêmes programmé la chute, en vivant longtemps au-dessus de leurs moyens? Il est vrai que l'économie grecque a été poussée dans une mauvaise direction par la financiarisation au cours des dernières décennies. Les faibles taux d'intérêt ont permis de cacher les problèmes structurels par la croissance de l'endettement public et privé. Après l'effondrement de la banque d'investissement Lehman à la mi-septembre 2008, la plupart des pays, la Grèce aussi, ont offert des garanties à leurs banques. Par ailleurs, beaucoup de pays ont accordé à leurs banques de nouveaux fonds propres, dépensant ainsi des milliards pour des paquets conjoncturels, avec l'objectif d'atténuer les dégâts dans l'économie réelle. L'accumulation des problèmes structurels, comme la tendance au surendettement, la crise bancaire et financière ainsi que la récession de l'économie mondiale ont révélé brutalement le piège de la dette. La crise financière globale n'a pas été la cause de la situation précaire des finances publiques<sup>5</sup>, mais elle l'a mise en lumière et aggravée à travers l'explosion des taux d'intérêt.

La faiblesse de l'économie grecque a des causes structurelles, qui sont profondément ancrées dans la société. Au cours des dernières décennies, des secteurs importants de la production de la valeur ont été mis sous pression par les gains de productivité et la concurrence accrue. Les mesures relatives aux infrastructures qui devaient être mises en œuvre avec le soutien des fonds structurels européens n'ont pas pu l'être à cause de l'insécurité croissante dans le secteur bancaire. Des problèmes internes comme les dépenses militaires ex-

cessives, un secteur public surdimensionné et des problèmes structurels massifs dans la fiscalité pour les revenus les plus élevés et dans le recouvrement des impôts s'y sont greffés.

À cela s'ajoute le fait qu'un changement de structure de la sécurité sociale, qui aurait dû être préparé depuis longtemps par un processus d'assainissement, s'impose. Ce qui n'est pas le reflet d'exigences de la population, mais d'un manque de mise en équilibre entre les besoins et les recettes.

Les politiques d'austérité les plus dures ne peuvent rien contre ce type de crise ne permettent pas de réaliser des économies. Quand le nombre des personnes insolvables grandit rapidement, que le chômage grimpe à 18% et que les revenus baissent, les recettes de l'État diminuent même si les impôts augmentent. Surtout avec une politique fiscale asymétrique qui est incapable de s'attaquer aux patrimoines, non seulement sur le plan symbolique mais de façon confiscatoire, à la fraude fiscale de la «bonne société», et qui au lieu de cela casse la consommation en augmentant les impôts pour le plus grand nombre.

La spirale économique descendante est le problème décisif et la cause des multiples symptômes de la crise. Le plan d'économies renforcé sous l'égide de la «troïka» (FMI, BCE, UE) a contribué de manière importante au fait que la Grèce n'arrive pas à sortir du processus de rétrécissement économique.

C'est un fait : les chiffres de l'économie grecque ont été au premier semestre de 2011 encore plus faibles que ceux attendus par les économistes même lucides. Ce qui diminue aussi l'espoir d'une reprise économique prochaine. Le ministre grec des Finances ne s'attend pas à un retour de la croissance économique avant 2014, et même cela est une hypothèse optimiste, compte tenu de la crise dans l'économie mondiale et du contexte économique général. Dans ces conditions, un recul du déficit budgétaire à 7,6% du PIB en 2011, convenu avec la «troïka», apparaît hors de portée. Les économies encore plus drastiques décidées récemment ne feront qu'accélérer cette «spirale économique fatale».

Un désendettement réussi de la Grèce suppose un plan de remboursement qui tienne compte de l'état exsangue de l'économie. La question, qui n'est pas sans importance, de savoir comment un futur paquet financier doit être conçu pour garantir que la Grèce sera temporairement découplée des marchés financiers, ou ce que doit être le taux d'intérêt retenu pour un tel paquet, n'est en fait pas déterminante. Ce qui est décisif pour réussir l'assainissement, c'est d'abord la clarté sur la manière de concevoir le nouveau chemin vers la croissance. La Commission européenne et les pays de l'euro sont bien trop timides dans la réflexion sur un programme d'investissement et un programme structurel pour l'économie grecque, qui doit lui-même s'insérer dans un programme structurel adéquat pour l'économie européenne. Deuxièmement, il faut tenir compte du fait que la poursuite du processus d'assainissement

rencontre de plus en plus de résistances dans les populations des pays de la zone euro et chez les élites politiques et économiques. Les crises favorisent l'essor du scepticisme et du populisme, en Finlande comme aux Pays-Bas, en Belgique, en Autriche et au Danemark. Les problèmes politiques internes sont facilement projetés au niveau européen, même lorsque ce niveau n'est pas en cause du tout !

### Ordonner l'insolvabilité

Pour une partie grandissante des classes dominantes, la Grèce serait insolvable parce que le pays n'est plus en mesure de rembourser ses dettes intégralement et dans les délais. Elle a accumulé des dettes à hauteur de 160% de la production économique annuelle. Sans les fonds du plan de sauvetage, elle ne pourrait même pas payer les intérêts. Une insolvabilité ordonnée voudrait dire par conséquent : une décote de 50% de la dette et le retour à la drachme. Mais quelles seraient les conséquences d'une telle décision ?

Ce qui est à craindre, c'est que la monnaie nationale ne soit dévaluée de 50% par rapport à l'euro. L'État et de nombreuses entreprises auraient par conséquent du mal à rembourser leur dette libellée en euros. Il y aurait des défauts de paiement et les taux/primes de risque pour de nouveaux crédits augmenteraient fortement. La Grèce pourrait diminuer sensiblement sa dette et les intérêts correspondants. Cependant, cela ne conférerait aucune stabilisation pour l'économie réelle.

Même si les politiciens populistes ne veulent pas en convenir, la solution supposée la plus commode, c'est-à-dire une exclusion—absolument impossible selon le droit de l'UE—de la Grèce de la zone euro accompagnée de la suppression de toutes sortes d'aides, serait pleine de risques. La fin de la monnaie commune et la dissolution de l'UE ne pourraient être exclues. La réintroduction de la drachme susciterait une fuite des capitaux. On peut penser que cela conduirait à un *rush* vers les banques car les épargnants et les investisseurs transféreraient encore plus d'argent vers l'étranger. La conséquence : écroulement du système bancaire, ce qui nécessiterait une nouvelle recapitalisation. D'autres dangers existent :

- Chute du commerce extérieur ;
- Aides massives nécessaires pour les banques, assurances, etc. ;
- Hausse des dettes contractées en euros ;
- Extension d'une crise aiguë à d'autres pays de la zone euro et systèmes bancaires.

La contraction brutale de l'économie créerait un choc qui aurait des effets sur le système économique, bancaire et financier européen. Dès maintenant, l'annulation de la dette détenue par des opérateurs allemands en Grèce coûterait 100 milliards d'euros, sans compter les mesures de sauvetage pour les banques et les acteurs des marchés financiers nationaux.

## Restructuration de la dette et continuation de l'euro

Au regard de ces coûts et des effets en retour très difficiles à évaluer, des experts plus avisés plaident pour une restructuration. Si la Grèce, l'Irlande et le Portugal corrigeaient la valeur de leur dette publique et bancaire actuelle de 50%, les charges pour l'Allemagne, la Banque centrale européenne et d'autres pays de la zone euro seraient moindres. S'ajoute à cela le fait que, dans ce cas, l'extension et la contagion seraient évitées.

L'Italie et l'Espagne sont déjà entraînés par le tourbillon de la crise de la dette en Europe. Là aussi, la croissance économique est au cœur de la problématique de la crise. Le FMI a publié des pronostics pessimistes pour l'Italie. La croissance ne devrait pas dépasser 0,6% en 2011 et 0,3% l'année prochaine. Ce n'est certes pas une récession comme en Grèce mais rend le processus d'assainissement plus difficile.

### Pour sortir du piège de la dette

Aujourd'hui comme hier, l'insolvabilité de la Grèce pourrait être évitée. Un programme de reconstruction serait nécessaire à cette fin, pour combattre la crise économique et créer des emplois. Mais il n'y a pas d'argent pour cela, à l'exception du paiement anticipé des sommes revenant à la Grèce au titre des fonds structurels. La Grèce dispose encore de 70% de droits sur 20 milliards d'euros pour ses infrastructures. Certes, il y a eu des blocages à cause du cofinancement et des moyens financiers à venir des banques. Mais là aussi il faut tenir compte du fait que les investissements dans les infrastructures (transport, énergie, etc.), l'agriculture et le tourisme demandent du temps avant de relancer l'accumulation dans l'économie réelle.

Sans programme de reconstruction, une réduction de la dette ne sera qu'un outil supplémentaire pour gagner du temps. Après l'accord du Parlement européen à l'élargissement du Fonds européen de stabilisation financière (EFSF), celui-ci a la possibilité non seulement de mettre des pays à l'abri des marchés financiers, mais aussi de fournir des liquidités aux banques et aux fonds de pension, qui n'ont pas la possibilité de faire face aux décotes nécessaires pour un «*Hair Cut*». Et pour le cas où des fonds seraient transférés à plus grande échelle des banques grecques vers des havres fiscaux étrangers supposés plus sûrs, il existe un plan B avec la possibilité de contrôler la circulation des capitaux. Tout cela montre que les régulations financières ne sont pas le problème. Elles restent cependant à disposition si l'économie réelle continue à décroître. Mais il n'y a pas de plan à cette fin à l'ordre du jour.

La Grèce n'est pas seule à voguer sur cette mer hostile. Pour tous les membres de l'euro-club la perspective est la même: «la dynamique conjoncturelle va continuer à ralentir au cours du deuxième semestre et on va vers une

récession»<sup>6</sup>. Ce qui va paralyser la vie économique au Portugal aussi jusque tard dans l'année à venir. Mais il est clair que le régime d'endettement avec le mélange jusqu'ici en vigueur d'austérité, d'augmentation des impôts, de plans de sauvetage et d'injections de liquidités ne marche plus. «La récession dans la zone euro pourrait avoir un autre effet négatif sur la crise de la dette. Les prévisions budgétaires actuelles [...] vont se révéler bien trop optimistes dans beaucoup de pays. Ce qui pourrait contribuer à insécuriser à nouveau les marchés. Certes, les prévisions ne nous conduisent pas à dire qu'il y aura des défauts de paiement incontrôlés de la part d'États ou de faillites de banques du fait d'un défaut de solvabilité des obligations d'État d'autres pays. Le risque d'un tel développement est cependant non négligeable, et s'il se réalisait, la récession en serait fortement aggravée.»<sup>7</sup>

Le grand écart entre d'un côté donner la capacité aux États d'agir pour limiter l'endettement public, d'un autre côté celle de remettre l'économie sur le chemin d'une croissance durable, n'est plus tenable pour certains pays si la conjoncture internationale ralentit. Dans un contexte déflationniste, la crise des marchés financiers se réactive en même temps que la crise de la dette.

Certes, le redimensionnement du secteur financier est nécessaire et urgent, mais il faut veiller à ce que la conséquence ne soit pas une baisse plus forte de l'investissement dans l'économie réelle.

Une sortie du piège de la dette n'est possible en fin de compte en Europe qu'à travers un programme économique structurel complet. Même si des éléments d'un tel *New Deal* européen sont régulièrement évoqués, il manque un espace public européen—et cela aussi parce que les mouvements politiques, syndicats, organisations sociales, partis de gauche, continuent à être fragmentés socialement et nationalement. Pour mobiliser, il faut un agenda de gauche commun et des réseaux de gauche en Europe. Aussi longtemps que cela ne sera pas le cas, on en restera au règne du capital financier avec tous les dangers que cela comporte pour l'avenir de l'Europe.

## Notes

- 1) José Manuel Durão Barroso, *Interview* dans la *Süddeutsche Zeitung* du 30.9.2011
- 2) Le cas actuellement brûlant de la Grèce doit aussi être examiné dans cette perspective. Voir à ce propos: Joachim Bischoff, *La domination du capital financier*, Hamburg, 2011 (à paraître en novembre).
- 3) S'agissant des causes de la crise de la dette en Europe et des possibles solutions, voir Stephan Schulmeister, «En plein dans la grande crise. Un *New Deal* entre politiques, entreprises et syndicats», *Sozialismus* 10/2011, p. 17ff.; Joachim Bischoff/Frank Deppe/Richard Detje/Hans-Jürgen Urban, *L'Europe à la remorque des marchés financiers*, Hamburg, 2011.
- 4) Jürgen Habermas, «La politique européenne dans l'impasse», in *Ach Europa*, Frankfurt a.M. 2008, p. 99.
- 5) La situation est mauvaise depuis des années: mauvais recouvrement de l'impôt, asymétrie de la charge fiscale au détriment des salariés, baisses massives des impôts.
- 6) Institut für Weltwirtschaft, *Conjoncture dans la zone euro à l'automne 2011*, Kiel, 12.9.2011, p. 3.
- 7) Ebd., p. 16.